



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Octobre 2002

Volume 1, Number 8

LIGNE DE FOND _____ 1

CCD : Peu d'avancées sur le traitement spécial et différencié en dépit d'un nouveau plan de travail _____ 1

ACP – UE : Une floraison de décisions sur les structures de négociations, les Accords de Partenariat Economique, le programme de Doha... _____ 3

NOUVELLES DE L'OMC _____ 5

Orèglement des différends : Brésil – Sucre et Coton _____ 5

Comité de l'Agriculture : les pays de l'UEMOA à l'OMC dégagent une position commune dans les négociations sur l'agriculture _____ 6

La réunion de l'OMC sur la concurrence se penche sur les « principes fondamentaux » _____ 8

SUR LE FIL _____ 9

Mesures Sanitaires et Phytosanitaires : la Banque Mondiale et l'OMC adoptent un mécanisme pour aider les PED à mieux appliquer les normes _____ 9

Conseil des ADPIC : La protection des savoirs traditionnels à l'ordre du jour _____ 10

EVENEMENTS _____ 11

PUBLICATIONS _____ 12

LIGNE DE FOND

CCD : Peu d'avancées sur le traitement spécial et différencié en dépit d'un nouveau plan de travail

C'est à la date du 7 octobre que s'est tenue la première réunion formelle du Comité du commerce et du développement de l'OMC (réunion en sessions spéciales) depuis la prorogation de la date limite du 31 juillet 2002 sur le réexamen des dispositions relatives au traitement spécial et différencié. Avec en main une nouvelle date limite pour rendre compte « avec des recommandations claires en vue d'une décision d'ici le 31 décembre 2002 » et un plan de travail détaillé, les pays en développement Membres espéraient un changement significatif dans le rythme de ces pourparlers. Toutefois, du fait que les Membres, pour la plupart, sont restés sur leurs positions traditionnelles en ce qui concerne les mêmes questions 'centrales' du débat, des sources ont fait état de peu de progrès. Parce que la réunion débordait sur le temps qui lui était alloué, le président Randsford Smith (Jamaïque) a indiqué qu'une autre date serait fixée pour achever l'ordre du jour de la réunion.

Au nombre de ces questions centrales, il y a celles de savoir comment et où traiter plus de 80 propositions concernant spécifiquement les accords déjà sur la table ; comment et dans quelle mesure un mécanisme de contrôle opérerait ; ainsi que des questions transversales plus larges (notamment, entre autres, quels sont les principes et objectifs du traitement spécial et différencié et comment, si tant est qu'on le fasse, établir une distinction entre pays en développement à différents niveaux de développement). Les trois nouvelles propositions

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

officiellement déposées lors de cette réunion, propositions émanant de l'UE, de la Suisse et du Paraguay respectivement, n'ont pas été débattues de manière indépendante, mais plutôt dans le cadre des questions citées ci-dessus (TN/CTD/W/13, W/14, & W/15 pouvant être consultés à : <http://docsonline.wto.org>).

Propositions concernant spécifiquement des accords

Un délégué d'un pays en développement a qualifié l'humeur générale de « décevante », se disant convaincu que certains Membres semblent simplement peu disposés à avancer sur ce réexamen – particulièrement sur les questions concernant spécifiquement les accords, que de nombreux délégués des pays en développement perçoivent comme le seul domaine du programme de travail effectivement désigné pour un réexamen par les ministres à Doha. Toujours selon le délégué, la majeure partie des débats sur le groupe de propositions concernant spécifiquement les accords, prévues pour cette réunion, ont suscité des réactions essentiellement, mais non exclusivement, des pays développés) qui les ont jugées 'peu réalistes', 'trop ambitieuses', 'faussant l'équilibre des droits et des obligations' et/ou 'nécessitant toujours un examen supplémentaire'. Une alternative n'a pour ainsi dire jamais été proposée, a-t-il noté, bien que certains pays développés aient été prompts à signaler combien ils estimaient avoir fait pour les pays les moins avancés.

Ces réactions ont été répercutées tant dans les communications de la CE que de la Suisse, qui envisageaient de transférer le gros des propositions concernant spécifiquement des accords à d'autres organes « pertinents » de l'OMC.

Approche groupée

Les Membres ont convenu que le programme de travail après juillet traiterait des propositions concernant spécifiquement des accords en les rassemblant en groupes pertinents. Les trois groupes sur lesquels la réunion du 7 octobre s'est concentrée ont été : 1) les dispositions visant à accroître les opportunités commerciales des pays en développement Membres ; 2) les dispositions aux termes desquelles les Membres de l'OMC devraient préserver les intérêts des pays en développement Membres ; et 3) les 'flexibilités des

engagements et le recours à des instruments de politique'. Les accords devant faire l'objet de discussions au sein de ces trois groupes comprenaient le GATT de 1994, l'Accord sur les textiles et les vêtements, l'Accord sur les mesures concernant les investissements et touchant au commerce (MIC), l'Accord sur les licences d'importation et la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.

Concernant le troisième groupe de questions – qu'un spécialiste du commerce a qualifié 'd'espaces de politique de développement' – les pays développés auraient fait valoir que des flexibilités suffisantes étaient déjà présentes dans le système. Dans un échange avec le Japon, l'Inde a noté qu'elle souhaitait arriver au même niveau de développement économique que le Japon en gravissant les mêmes 'échelons' que ce pays, laissant entendre que des flexibilités dans les règles actuelles étaient nécessaires pour permettre cela. Ici, le délégué indien faisait allusion à l'ouvrage récent de l'économiste Ha-Joon Chang de Cambridge, intitulé « Kicking Away The Ladder : Development Strategy in Historical Perspective » - *Retirer l'échelle : Stratégie de développement dans une perspective historique* - ouvrage dans lequel le Dr. Chang souligne que nombre des instruments 'industriels, commerciaux et technologiques' utilisés par la plupart des pays de l'OCDE au tout début de leur développement n'auraient pas été autorisés si les règles de l'OMC actuelles avaient été en place à cette époque. Le délégué indien a poursuivi, citant l'ouvrage du Dr. Chang, en indiquant que tout comme les pays développés, les pays en développement appuieraient également la pleine intégration, mais seulement une fois qu'ils auraient atteint le niveau de développement du Japon ou des Etats-Unis.

Mécanisme de contrôle

Selon des sources dans les milieux du commerce, les discussions sur le mécanisme de contrôle se sont déroulées sans heurts, tous les Membres convenant que l'objectif d'un tel mécanisme serait d'évaluer la mise en œuvre des dispositions relatives au traitement spécial et différencié par à la fois les pays développés et les pays en développement. Toutefois, certains Membres auraient fait part de leurs graves préoccupations concernant une proposition suisse, dans la mesure où des références au recours à des 'consultants ou d'autres

institutions' et à la nécessité d'accroître les visites de l'OMC aux pays impliqueraient que le Secrétariat, et non les Membres eux-mêmes, dirigerait le mécanisme. Ceci, a noté un délégué africain, serait « inacceptable ».

Principes et objectifs du traitement spécial et différencié

A cœur de ce que l'on appelle les 'questions transversales', se trouve la question de la définition des principes et objectifs du traitement spécial et différencié. Sur ceci, la plupart des pays développés soutiennent fermement qu'une vision cohérente doit être convenue avant le réexamen de toute disposition spécifique relative au traitement spécial et différencié. Selon ces pays, le principe du traitement spécial et différencié est d'intégrer les pays en développement dans le système commercial multilatéral, et ceci doit être fait en résolvant les problèmes de mise en œuvre des pays en développement, mais sans risquer, dans le même temps, de 'porter préjudice' à l'ensemble du système.

Les pays en développement, pour leur part, notent qu'en premier lieu, systématiquement, les ministres à Doha ont donné pour instruction « d'examiner toutes les dispositions [relatives au traitement spécial et différencié] afin de les renforcer et de les rendre plus précises, plus effectives et plus opérationnelles » et non d'engager une discussion sur les questions transversales plus larges préalablement à une telle démarche. Essentiellement, ces pays ajoutent que les principes et objectifs du traitement spécial et différencié sont déjà inscrits dans la Partie IV du GATT, traitant du commerce et du développement, et spécifiquement dans son article XXXVI intitulé 'Principes et objectifs'. A ce titre, de nombreux délégués des pays en développement ont été d'avis que la démarche des pays développés visant à modifier le travail mandaté de l'organe (par leur lecture des instructions des ministres à Doha), associée aux différentes réponses cherchant à retarder des débats de fond sur les propositions spécifiques déjà déposées, sont simplement des tentatives visant à différer tout gain dans ce domaine pour les pays en développement jusqu'à ce que des gains dans d'autres domaines des négociations présentant un intérêt pour les pays développés soient plus visibles.

Autres questions transversales

Les questions transversales sur le point de savoir si l'OMC devait être un système à niveau unique, à deux

niveaux ou à niveaux multiples et les questions relatives à la gradation n'ont pas été débattues, car la réunion avait dépassé alloué. Le président a donc indiqué qu'une nouvelle date serait recherchée pour conclure ces points de l'ordre du jour. Toutefois, au moment où nous publions cet article, aucune date n'avait été fixée.

Deux réunions informelles de la session spéciale du Comité du commerce et du développement sont prévues pour le 23 octobre et le 13 novembre respectivement, avec deux sessions formelles fixées le 25 novembre et le 2 ou le 3 décembre.

ACP – UE : Une floraison de décisions sur les structures de négociations, les Accords de Partenariat Economique, le programme de Doha...

Le conseil des ministres ACP a tenu une session extraordinaire à Bruxelles les 25 et 26 septembre 2002, en vue de préparer le lancement des négociations des APE avec l'Union Européenne le 27 septembre. Plusieurs décisions ont été prises. Les plus importantes concernent la mise en place d'une structure des négociations Tous ACP, le renforcement des capacités à négocier et à faire face aux effets des APE et le programme de Doha pour le développement.

Mise en place d'une structure de négociations

Conformément aux orientations ACP pour les négociations des APE adoptés par le troisième sommet ACP des chefs d'Etats et de gouvernement (Fidji, juillet 2002), le Conseil des ministres a mis l'accent sur le maintien et le renforcement de l'unité et de la solidarité durant les négociations. Pour ce faire, il a défini un calendrier de négociation et mis en place une structure de négociations.

Le conseil a souligné la nécessité d'une approche en deux temps des négociations : une phase Tous ACP et une seconde phase Régionale/Nationale. Une structure savamment étudiée devra accompagner ce choix stratégique. Elle s'articule principalement autour du conseil des ministres, d'un comité interministériel commercial ACP, de groupes de négociations, de porte-parole etc.

Le conseil des ministres ACP, en tant qu'organe politique de décision le plus élevé, est responsable de l'adoption des positions de négociations sur la base des orientations ACP, de la conduite globale des négociations et de l'approbation des résultats. Quant au Comité interministériel ACP, il assure le suivi et l'évaluation de l'état d'avancement des négociations des APE tout en ayant la possibilité de faire des recommandations appropriées au Conseil des ministres.

Six groupes de négociations vont être créés, dirigés chacun par un porte-parole ministériel désigné par le Conseil. Celui-ci devra s'adjoindre deux porte-parole suppléants avec lesquels il pourra constituer une Troïka.

Pour autant, la préparation des négociations au niveau ministériel reste dévolue aux ambassadeurs, y compris et en étroite collaboration avec ceux en Europe chargés des questions relatives à l'OMC. La préparation technique, elle, reste dévolue au secrétariat ACP avec le concours du groupe consultatif d'experts, des experts représentant les organisations d'intégration économique régionale, des experts nationaux et des fonctionnaires des institutions partenaires.

Renforcement des capacités à négocier et à faire face aux effets des APE

Dans leurs négociations avec l'Union Européenne, les Etats ACP auront besoin de renforcer leurs capacités non seulement à négocier, mais également à entreprendre des analyses indépendantes des conséquences et des faits nouveaux susceptibles d'influer sur les négociations, intervenant au plan international et, éventuellement, aux plans inter-régional, régional et national.

Il a ainsi été décidé de faire entreprendre des études nationales d'évaluation des capacités des Etats ACP à faire face à l'impact des APE. Ces études seront financées sur le programme de renforcement des capacités de 20 millions d'euros, sur la base de termes de référence communs élaborés par le Secrétariat ACP.

En outre, demande est faite à l'Union Européenne d'accélérer la ratification de l'Accord de Cotonou de façon à permettre aux Etats ACP de disposer de ressources du 9ème FED, nécessaires au renforcement de leur capacité à faire face aux effets des APE et au financement du développement.

Par ailleurs, un certain nombre de prérogatives ont été accordées au Comité des ambassadeurs à ces fins. Parmi les plus importantes, on peut noter un mandat d'élaboration, pour la prochaine session du Conseil des Ministres, d'une stratégie de communication et de relations publiques visant à obtenir un appui aux points de vue ACP durant les négociations et à améliorer la visibilité du groupe ACP. Le comité des ambassadeurs devrait aussi élaborer le complément des thèmes à inclure dans les mandats des groupes de négociations pour assurer la cohérence entre les différents objectifs de négociations tout en examinant les voies et moyens de permettre aux acteurs non étatiques de s'impliquer activement dans le processus de négociation.

Sur le programme de Doha pour le développement

En tenant compte des articles 36 du Titre II, chapitre 2 et 39 du Titre II, chapitre 3 de l'Accord de Cotonou, visant respectivement la conclusion de nouveaux accords commerciaux compatibles avec les règles de l'OMC et une coopération étroite entre l'UE et les ACP en vue de l'identification et de la promotion de leurs intérêts communs au sein de l'OMC, le Conseil a pris un certain nombre de mesures. La première consiste à créer un mécanisme de cohésion entre les Etats ACP membres de l'OMC parmi lesquelles, la mise en place d'un système de consultation et de coordination entre les ambassades ACP basées à Genève et celles de Bruxelles. Il a appelé à la constitution d'un Comité de pilotage conjoint au niveau des ambassadeurs conformément à la proposition faite par le Commissaire européen au Commerce lors de la récente réunion du Comité ministériel commercial ACP-UE (Bruxelles, 23 septembre 2002).

Le Conseil a exprimé ses préoccupations quant au manque de progrès dans les négociations OMC sur les questions d'intérêt pour les Etats ACP comme le traitement spécial différencié, les règles d'origine, la mise en œuvre, et les petites économies. Il a donné mandat au Comité des Ambassadeurs pour développer une stratégie d'approche pour une participation effective du Groupe ACP à la 5e Conférence ministérielle de l'OMC prévue pour septembre de l'année prochaine à Cancun au Mexique.

NOUVELLES DE L'OMC

Règlement des différends : Brésil – Sucre et Coton

Lors de la réunion de l'Organe de Règlement des Différends (ORD) du 27 septembre, le Brésil a annoncé son intention (avec l'Australie) d'entamer des consultations avec la CE à propos des subventions sur le sucre et avec les Etats-Unis, à propos des subventions sur le coton. Dans ce dernier cas, l'affaire du Brésil a reçu un coup de pouce d'un rapport récent d'Oxfam sur l'impact désastreux du soutien au coton des pays développés sur l'Afrique, ainsi que de l'appui potentiel des pays d'Afrique de l'ouest.

Brésil-Sucre de la CE

Le Brésil et l'Australie ont entamé, le 27 septembre, des consultations à l'ORD contre l'Union européenne concernant ses subventions sur le sucre. Selon les deux pays, les subventions européennes faussent les échanges et enfreignent les règles de l'OMC. Pour sa part, le Brésil a ciblé les exportations du contingent de sucre dit « C », et les subventions à l'exportation excédant les engagements de réduction de l'UE. Le contingent de sucre C de l'UE couvre le sucre produit en plus des contingents de production intérieure, qui ne peut pas être vendu localement durant l'année de sa production. En raison des subventions à l'exportation, ce sucre est vendu sur le marché mondial, selon le Brésil, en-dessous du coût de production. Dans sa demande de consultations avec l'UE, l'Australie a déclaré que le régime du sucre de l'UE violait de nombreuses dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture, de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et du GATT.

Brésil-Coton américain

Toujours lors de la réunion de l'ORD du 27 septembre, le Brésil a demandé des consultations à propos des subventions sur le coton imposées par les Etats-Unis. Le Brésil soutient que les subventions accordées par le gouvernement des Etats-Unis aux producteurs de coton, telles que les prêts à la commercialisation, les crédits à l'exportation, les certificats pour les produits de base et les versements directs sont en train de déprimer les cours mondiaux et portent préjudice aux producteurs de coton brésiliens. Le Brésil soutient que les subventions sur le coton sont exemptées de l'immunité normale

accordée au titre de la dite « clause de paix » de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture, qui protège les pays ayant recours à des subventions conformes à cet Accord des actions au titre d'autres accords. L'article 13 de l'Accord sur l'agriculture empêche les mesures de soutien interne conformes à la clause de paix d'être contestées comme des subventions ou comme annulant ou compromettant les avantages revenant normalement à un Membre de l'OMC à travers des procédures de règlement des différends. Cette immunité ne s'applique toutefois que tant que le niveau de soutien interne pour un produit de base reste aux niveaux de 1992 ou en-dessous. Le Brésil soutient que depuis 1992, les Etats-Unis ont doublé le niveau de soutien à leurs agriculteurs à travers les programmes de subventions.

Mise en relief de l'impact du coton sur l'Afrique

Dans le contexte du différend sur le coton, Oxfam International a publié, le 30 septembre, un rapport intitulé « Cultiver la pauvreté : Impact des subventions américaines du coton sur l'Afrique ». Le rapport détaille la manière dont les subventions accordées aux producteurs de coton américains encouragent la surproduction et le dumping des exportations. Selon le rapport, ceci a mené à une baisse artificielle des cours mondiaux du coton, avec des effets dévastateurs pour les producteurs de coton africains, qui se trouvent dans l'impossibilité d'être concurrentiels. Selon le rapport « Pendant que les barons du coton en Amérique s'enrichissent, les agriculteurs africains sont poussés à la ruine ». Des sources indiquent que le rapport d'Oxfam pourrait encourager de manière significative les pays africains à chercher à contester les subventions américaines sur le coton, et au moins sensibiliser la société civile et les gouvernements sur l'étendue de la crise à laquelle sont confrontés les producteurs de coton en Afrique.

Des sources indiquent que les Membres de la Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique Occidentale et du Centre (CMA/AOC) pourraient, dans un avenir proche, intenter une action à l'OMC contre les subventions américaines sur le coton. Ces pays seraient en train d'étudier des options pour contester les subventions sur le coton dans les pays développés afin de contrer la crise actuelle sur le marché du coton et d'élargir leurs opportunités d'accès aux marchés. Préalablement, le 24 juin 2002, les ministres de CMA/AOC s'étaient réunis à Abidjan (Côte d'Ivoire) pour rechercher une stratégie commune en vue de faire face à la crise du marché pour les produits du coton.

Selon des sources, tant dans le différend sur le coton que dans celui relatif au sucre, il est peu probable que les consultations aboutissent à des règlements mutuellement acceptables. Si aucun accord n'est réalisé à travers des consultations, les différends seront probablement portés au stade des groupes spéciaux au cours des 60 jours à venir.

Comité de l'Agriculture : les pays de l'UEMOA à l'OMC dégagent une position commune dans les négociations sur l'agriculture

Les pays de l'UEMOA à l'OMC ont présenté, à la séance extraordinaire du Comité de l'agriculture du 26 septembre, par la voix du Sénégal, une note de synthèse de leurs positions de négociations (G/AG/NG/W/188). Cette initiative s'inscrit dans le cadre du chapitre V du Protocole Additionnel n° II relatif aux politiques sectorielles de l'Union qui prescrit la mise en œuvre d'une politique agricole commune articulée autour des objectifs suivants : la réalisation de la sécurité alimentaire au sein de l'Union, l'accroissement sur une base durable de la productivité de l'agriculture, l'utilisation optimale des facteurs de production et l'amélioration des conditions de fonctionnement des marchés de produits agricoles et des produits de l'élevage et de la pêche. Les positions communes de négociations partent du constat que la mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture n'ont pas apporté les résultats escomptés. Elles se déclinent en deux points essentiels : l'exigence accrue d'une libéralisation des politiques agricoles des pays développés et le renforcement des mesures dérogatoires en faveur des PED et des PMA.

L'exigence accrue d'une libéralisation des politiques agricoles des pays développés

Les mesures y relatives concernent les politiques d'accès aux marchés, les mesures de soutien interne et les subventions à l'exportations.

Accès aux marchés

Le problème de l'accès des pays de l'UEMOA aux marchés des pays développés est une constante. On nourrit encore l'espoir que les prochaines négociations sur l'agriculture tiennent compte de ce besoin. La

première mesure pourrait consister en une réduction substantielle des crêtes tarifaires par les pays développés au point que les droits de douane ne constituent plus un obstacle de l'accès aux marchés. Dans le même registre, la situation actuelle ne favorise pas la création de valeur ajoutée sur les produits agricoles africains dans la mesure où les produits peu ou non transformés bénéficient d'un taux de taxation plus favorable. Il faudra donc aller dans le sens d'une atténuation de la progressivité des droits pour assurer la diversification de la production agricole des pays en développement. Cette décision pourrait s'accompagner de la concrétisation de l'offre de l'Union Européenne tendant à garantir un libre accès des produits agricoles originaires des PMA sur les marchés des pays développés en établissant une exonération totale des droits.

Soutien interne

La revendication générale posée à ce niveau consiste en une réduction substantielle des mesures de soutien interne, de façon à éliminer le déséquilibre dans l'usage de telles mesures entre les PED et les pays développés.

Plus spécifiquement, il importe de clarifier, voire de réformer l'utilisation des mesures de la « boîte verte » et de la « boîte bleue » par les pays développés. Il est apparu que les mesures de boîte verte sont utilisées dans le but de contourner les réductions de soutien interne mesurées à partir de la MGS. La subtilité réside dans ce que la MGS est soumise à un engagement de réduction alors que les mesures de la boîte verte y échappent.

Pour ce qui concerne la boîte bleue, la position africaine se focalise sur la suppression de tout soutien couplé à la production et sur une augmentation des niveaux de minimis pour permettre aux pays en développement de bénéficier d'une plus grande marge de manœuvre pour mettre en œuvre des mesures appropriées de soutien à leur secteur agricole.

Subventions à l'exportation

C'est connu, les subventions à l'exportation contribuent à entretenir des flux de produits artificiellement compétitifs, favorisant ainsi le détournement des échanges, la réduction des activités économiques liées à l'agriculture et la dépendance alimentaire dans les pays en développement. L'élimination de ces pratiques dans les pays développés, pourrait permettre de

résoudre les problèmes de sécurité alimentaire dans les PED et permettre aussi aux PMA de bénéficier de plus d'opportunité de promotion de leurs produits agricoles à forte potentiel d'exportation.

Le renforcement des dérogations en faveur des PED et des PMA

Les pays de l'UEMOA élaborent des exigences articulées autour du traitement spécial et différencié, de la création d'une boîte de développement et des mesures sanitaires et phytosanitaires

Le traitement spécial et différencié

Face aux difficultés économiques croissantes et difficilement solvables à court terme, le traitement spécial et différencié qui constitue une réponse à l'inégalité de niveaux de développement devrait être renforcé et non faire l'objet d'une remise en cause lors des prochaines négociations. L'application de ce principe devrait même se traduire d'avantage dans les textes par le renforcement des dérogations actuelles. Mieux, une grande flexibilité devrait être accordée aux pays en développement et aux PMA dans l'application de mesures d'urgence pour protéger les petits agriculteurs contre les importations et les pratiques commerciales déloyales, en particulier celles qui affectent la production vivrière de base destinée à la consommation locale.

La création d'une boîte de développement

Compte tenu du rôle de l'agriculture et de ses liens horizontaux avec d'autres secteurs dans les pays de l'UEMOA et dans les pays en développement de manière générale, il est demandé la création d'une "boîte développement" qui aura pour caractéristique principale de conférer une plus grande flexibilité aux orientations des politiques nationales en matière agricole.

L'article 20 de l'Accord sur l'agriculture stipule que les engagements au titre du programme de réformes devraient être pris, en tenant compte des considérations autres que commerciales, y compris la sécurité alimentaire et la nécessité de protéger l'environnement.

Les pays en développement pourraient avoir besoin d'accorder à leur secteur agricole des soutiens et aides ciblés. De tels soutiens seraient éliminés, au fur et à

mesure de l'augmentation de la compétitivité et de la rentabilité.

Les instruments de la "boîte développement" devraient contribuer à accroître l'offre intérieure de produits alimentaires, notamment d'aliments de base, favoriser un développement agricole durable, améliorer la sécurité alimentaire et l'accessibilité à la nourriture, protéger la production locale des importations à bas prix etc.

Les mesures sanitaires et phytosanitaires

Les normes de qualité et de sécurité qui sont essentiellement déterminées par les pays développés, sont difficiles à atteindre pour les pays en développement et peuvent être utilisées, de façon déguisée, comme mesures protectionnistes par les pays développés. En effet, la plupart des pays de l'UEMOA sont confrontés à un manque d'institutions et de compétences requises pour valider la qualité des produits exportés et celle des produits importés. Pourtant, l'article 9 de l'Accord SPS dispose que les Membres de l'OMC acceptent de fournir une assistance technique aux pays en développement, soit au plan bilatéral, soit par le biais des organisations internationales. Les pays de l'UEMOA demandent par conséquent une application effective de cette mesure permettant la mobilisation de cette assistance ainsi que d'autres moyens, en vue d'assurer la formation du personnel de contrôle des pays en développement, la participation plus effective et plus efficiente des pays en développement aux travaux des comités, la création et le renforcement des capacités d'analyse des laboratoires et services de certification et de contrôle, l'accroissement des capacités d'inspection des services de contrôle.

En outre, l'UEMOA propose la négociation de l'introduction d'une "clause de précaution généralisée" aux interdictions pour des raisons sanitaires et phytosanitaires.

Il importe juste de mentionner que pour des raisons liées au calendrier, ce document n'a pas été présenté oralement au Comité de l'Agriculture. Il a été diffusé à dessein pour réaffirmer la proposition globale des pays de l'UEMOA à l'OMC. Pour cette raison, il n'a pas pu être recueillies de réactions provenant d'autres groupes d'intérêts sur les négociations sur l'agriculture.

La réunion de l'OMC sur la concurrence se penche sur les « principes fondamentaux »

Lors d'une réunion du Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence à l'OMC, tenue les 26 et 27 septembre, les Membres ont poursuivi les débats comme requis dans le paragraphe 25 de la Déclaration de Doha et se sont penchés en particulier sur la clarification des «...principes fondamentaux, y compris transparence, non-discrimination et équité au plan des procédures. » Si, selon une source des milieux du commerce, la réunion n'a pas réussi à innover en vue de se mettre d'accord sur la pertinence d'un cadre multilatéral sur la concurrence, elle a été l'occasion de communications « intéressantes » déposées par les Membres sur des aspects essentiels des principes fondamentaux pour un tel cadre potentiel.

Contexte

Selon la Déclaration de Doha, les Membres ont convenu, en novembre dernier, que « des négociations auront lieu après la Cinquième Conférence ministérielle [à Cancun, en septembre 2003] sur la base d'une décision qui sera prise, par consensus explicite, lors de cette session, sur les modalités des négociations. » Aux termes du paragraphe 25, le Groupe de travail sur la concurrence a pour mandat de clarifier des principes fondamentaux tels que la transparence et les dispositions relatives aux ententes injustifiables, les modalités d'une coopération volontaire, et le soutien en faveur du renforcement progressif des institutions chargées de la concurrence dans les pays en développement. Sa dernière réunion s'est penchée sur les voies et moyens de lutter contre ce que l'on appelle les 'ententes injustifiables'.

Appels à ajouter « l'exhaustivité » et le « traitement spécial et différencié » aux principes fondamentaux

Une communication de la Nouvelle Zélande (WT/WGTCP/W/210, disponible à : <http://docsonline.wto.org>) a préconisé d'ajouter le principe « d'exhaustivité » à la liste non limitée de principes fondamentaux spécifiés dans le para. 25 du mandat de Doha. La présentation reconnaissait les exceptions et exemptions aux lois et politiques relatives à la concurrence autorisées par les pays pour des raisons valables, mais a souligné la nécessité de les mettre en œuvre de manière à minimiser les distorsions

économiques. Il est intéressant de noter que la présentation a mis l'accent sur 'la flexibilité de l'approche' qui « reconnaîtrait la diversité des situations des pays Membres de l'OMC » et qui « ne ferait pas pression sur les pays en développement pour qu'ils visent des résultats particuliers en matière de politique de la concurrence, ce qui pourrait être peu approprié et/ou prématuré ». La présentation de la Nouvelle Zélande a également mis l'accent sur le fait qu'un accord sur des principes fondamentaux en matière de concurrence devait reposer sur la mise en place d'une assistance technique pertinente pour les pays en développement.

La Thaïlande (WT/WGTCP/W/215) a souhaité faire du « traitement spécial et différencié » le quatrième principe fondamental proposé pour les négociations sur la concurrence, en appelant en premier lieu à soustraire les pays en développement des effets des cartels d'exportation nationaux et internationaux (mentionnant les importateurs et les exportateurs à petite échelle des pays en développement et la nécessité de contrer le pouvoir de négociation des grands importateurs ou exportateurs des pays industrialisés). La proposition thaïlandaise appelait en outre à une introduction progressive d'une plus grande transparence et de la garantie d'une procédure régulière dans l'administration et la mise en œuvre du droit en matière de concurrence.

Concilier la politique industrielle et la 'dimension développement' avec le 'traitement national'

Ni l'Inde (WT/WGTCP/W/216), ni la Suisse (WT/WGTCP/W/214) n'ont appuyé, dans leurs présentations, le concept de 'traitement national' au sens propre et littéral. L'Inde a cité des cas où l'application différenciée des lois relatives à la concurrence (une violation de la doctrine du traitement national) telle qu'entre les grandes firmes nationales et les multinationales, pourrait niveler le terrain en matière de concurrence, garantir des efficacités dynamiques, renforcer les capacités de recherche et être profitable tant au développement économique qu'à la concurrence. L'Inde a jugé approprié d'adopter le concept de non-discrimination en termes du traitement différencié de divers pays ayant des capacités différentes. Elle a en outre spécifié que ces pays ont également le besoin et la responsabilité de fournir une assistance, des mesures positives et une action positive aux firmes et aux institutions locales dans les pays en développement, pour garantir leur viabilité, leur développement, leur efficacité et leur compétitivité.

Dans une autre présentation (WT/WGTCP/W/215), l'Inde a également mis en exergue le fait que les entreprises devaient être liées par la transparence et l'équité au plan de la procédure.

Sans préjudice de la transparence et de la primauté du droit, la Suisse a été en faveur d'une interprétation modifiée du principe du traitement national, qui tout en n'étant pas discriminatoire en raison de la nationalité, permet dans des cas spécifiques le recours à la politique industrielle reposant sur un critère de l'intérêt général, ainsi que sur d'autres choix de politiques, par exemple dans les services publics.

L'Australie (WT/WGTCP/W/211), la Corée (WT/WGTCP/W/212) et le Japon (W/WGTCP/W/217) ont également fait des présentations sur les « principes fondamentaux ». Les Etats-Unis ont présenté deux communications (W/WGTCP/W/218 et W/WGTCP/W/219) portant sur la transparence et l'équité au plan de la procédure et l'Afrique du sud (W/WGTCP/W/220) a présenté une communication sur sa législation et son expérience nationales.

Lancement d'un organe global sur la concurrence

Une nouvelle organisation, le Réseau international sur la concurrence, a été lancée pour aider les pays en développement et les pays développés dans leurs questions pratiques de mise en application et de politiques en matière de concurrence. L'organisation vise également à servir d'enceinte pour les règles globales en matière de concurrence. Selon le président de la South African Competition Tribunal, « C'est le seul organe international exclusivement consacré à l'application des lois en matière de concurrence », spécifiant que le Réseau améliorerait la coopération internationale et entraînerait une application plus efficiente, profitant non seulement aux autorités locales chargées de la concurrence, mais aussi aux consommateurs et aux entreprises.

La conférence qui a établi le Réseau s'est tenue à Naples, en Italie, les 28 et 29 septembre, et l'organisation a déjà annoncé une série de propositions en matière de meilleures pratiques visant à améliorer l'examen des fusions et le plaidoyer en matière de concurrence. Pour des renseignements supplémentaires, visitez :

<http://www.internationalcompetitionnetwork.org/index.html>

SUR LE FIL

Mesures Sanitaires et Phytosanitaires : la Banque Mondiale et l'OMC adoptent un mécanisme pour aider les PED à mieux appliquer les normes

Mesures sanitaires et phytosanitaires: la Banque Mondiale et l'OMC adoptent un mécanisme pour aider les PED à mieux appliquer les normes.

Face aux difficultés que rencontrent les pays en développement dans l'application des normes internationales en matière de sécurité alimentaire et de santé des animaux et des végétaux dans le cadre de leurs exportations vers les marchés des pays développés, la Banque mondiale et l'OMC ont décidé de conjuguer leurs efforts pour créer un fond d'aide dénommé « Mécanisme pour l'élaboration des normes et le développement du commerce ».

Ce fond, auquel la Banque mondiale a apporté une contribution initiale de 300.000 dollars EU, est destiné à encourager des initiatives et à soutenir des nouveaux projets importants pour les pays en développement dans le domaine des normes et de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'exportation. Son administration est confiée à l'OMC qui a déjà prévu d'affecter à son lancement des ressources prélevées sur le Fond d'affectation spécial pour le programme de Doha pour le développement.

L'initiative de l'OMC et de la Banque mondiale traduit en acte leur engagement, renouvelé à diverses occasions, à aider les pays en développement à mieux tirer profit des Accords de l'OMC, en particulier de l'application de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires dont la maîtrise des différentes dispositions peut permettre aux pays en développement de faciliter l'accès de leurs exportations aux marchés des pays développés.

Diverses organisations telles que la FAO, l'OMS, l'Office international des épizooties (OIE), le

Codex alimentarius (organisme de normalisation administré conjointement par l'OMS et la FAO) et le secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) devront se joindre à l'OMC et à la Banque mondiale. Leurs actions viendront s'ajouter à l'engagement pris par les pays membres du G8 lors du dernier sommet de Kananaskis, de soutenir et d'appuyer toutes les nouvelles initiatives dans le domaine des normes.

Selon certains travaux de la Banque mondiale, la participation des pays africains à l'élaboration des normes internationales et le respect des principes et des dispositions qu'elles renferment pourraient faire progresser leurs exportations de fruits à coque, de fruits secs et d'autres produits agricoles, ce qui leur ferait bénéficier d'une manne financière estimée à plus d'un milliard de dollars par an. Les études de la Banque mondiale ont également montré que les exportations africaines de bananes pourraient augmenter de 410 millions de dollars par an si les pays producteurs appliquaient les normes internationales relatives aux résidus de pesticides dans les bananes. Les exportations de viande bovine, notamment sud africaines, pourraient connaître également une progression de 160 millions par an avec l'adoption des normes internationales qui fixent les taux minimaux de résidus de médicaments vétérinaires.

Ce fond concrétise l'engagement conjoint pris à Doha en novembre 2001 par l'OMC, l'OMS, la FAO et l'OIE de travailler ensemble à aider les pays en développement à participer à l'élaboration et à l'application des sanitaires et phytosanitaires.

Conseil des ADPIC : La protection des savoirs traditionnels à l'ordre du jour

Le secrétariat de l'OMC a publié en date 8 août 2002 une note relative à la protection des savoirs traditionnels. Cette publication s'inscrit dans le cadre d'un mandat confié par les Membres au Conseil des ADPIC et tendant, entre autres choses, à ce qu'il soit établi des notes succinctes, périodiquement, sur la protection des savoirs traditionnels.

L'idée d'une protection internationale des savoirs traditionnels repose sur deux principes principales : la crainte que des brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle (DPI) soient **octroyés** à des personnes autres que les peuples ou communautés autochtones qui sont à l'origine des savoirs traditionnels et la crainte que des savoirs traditionnels puissent être **utilisés** sans l'autorisation des peuples ou communautés autochtones qui sont à l'origine de ces savoirs.

Nécessité d'une action internationale

Plusieurs arguments fondent la nécessité d'une action internationale de protection des savoirs traditionnels.

D'abord, les savoirs traditionnels sont une ressource mondiale précieuse et il faut activement soutenir les efforts internationaux visant à les protéger. Plus particulièrement, ils ont le potentiel d'être convertis en avantages commerciaux car ils fournissent des pistes pour le développement de produits et de procédés utiles.

Ensuite, puisque l'Accord sur les ADPIC fait obligation aux pays qui abritent des communautés

traditionnelles ou autochtones d'assurer la protection de la propriété intellectuelle pour une vaste gamme d'objets, il n'est que juste que les savoirs traditionnels soient reconnus sur le plan juridique.

En outre, les communautés traditionnelles mettent en pratique leurs savoirs traditionnels dans leur vie quotidienne, ils font donc partie intégrante de leur culture. L'action internationale visant à protéger les savoirs traditionnels contribuerait à la préservation de ces cultures.

Enfin, c'est grâce à leurs savoirs traditionnels que les peuples autochtones et les communautés traditionnelles ont pu vivre d'une manière écologiquement viable et conserver les ressources génétiques et autres ressources naturelles. La protection des savoirs traditionnels est ainsi étroitement liée à la protection de l'environnement.

Le problème de l'instance de régulation

Deux positions s'opposent : celle qui voudrait consacrer la compétence quasi-exclusive de l'OMPI et des autres organisations internationales, et celle qui voudrait associer le conseil de l'ADPIC.

L'OMPI a non seulement déjà engagé un programme très approfondi au sein du Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore, mais en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies responsable de la promotion de la propriété intellectuelle à l'échelle mondiale représente, d'un point de vue technique, elle est l'instance la plus appropriée pour traiter de la question de la protection juridique des savoirs traditionnels.

En revanche, les conflits dans la mise en œuvre de la CDB et de l'Accord sur les ADPIC, y compris sur la question des savoirs traditionnels, appellent une solution systémique qui doit être examinée dans le cadre du réexamen de l'article 27:3 b). Il ne serait pas non plus opportun de confier à l'OMPI des questions et des problèmes découlant de l'Accord sur les ADPIC.

Des brevets pour les savoirs traditionnels

Il a été question de deux domaines dans lesquels le système des brevets ne fonctionne pas assez bien pour ce qui est de l'octroi de brevets pour des savoirs traditionnels: le premier est celui de la définition de l'état de la technique qui sert à juger si une invention revendiquée satisfait au critère de la nouveauté; le second concerne l'adéquation de l'information sur l'état de la technique pour les examinateurs de brevets. Souvent, les savoirs traditionnels sont transmis par tradition orale ou, s'ils sont consignés par écrit, le document n'est disponible que dans une langue que les autorités responsables des brevets ne connaissent pas.

La question du partage des avantages

La plupart du temps, les savoirs traditionnels sont exploités sans l'autorisation des peuples ou communautés autochtones qui sont à l'origine de ces savoirs et en ont à juste titre le contrôle. Plusieurs suggestions ont été faites pour remédier au problème :

Une utilisation du système DPI existant par l'exploration de la possibilité de faire un meilleur usage du système DPI existant pour protéger les savoirs traditionnels des peuples autochtones et des communautés locales; une obligation de divulgation des savoirs traditionnels par les demandeurs de brevets et la preuve qu'ils ont obtenu tout consentement préalable donné en connaissance de cause de l'autorité compétente du pays d'origine éventuellement

nécessaire, et qu'ils ont conclu des accords appropriés de partage des avantages; la mise en place d'un système de protection *sui generis* qui prévoit des droits exclusifs et garantir que les forces du marché s'exerceront dans le sens de la justice et de l'équité.

D'une manière générale, on a souligné l'importance qu'il y avait à apprendre aux communautés autochtones et locales à protéger leurs intérêts en négociant des contrats et en utilisant les systèmes de protection de la propriété intellectuelle.

EVENEMENTS

Evènements de l'OMC

16 octobre, OMC, Genève, Groupe de négociation sur les règles (commerce régional, subventions, lutte contre le dumping)

16-18 octobre, OMC, Genève, Groupe de négociations sur les règles

17 octobre, OMC, Genève, Obstacles techniques au commerce

17 octobre, OMC, Genève, Négociations du Comité du commerce et du développement (session extraordinaire)

17 octobre, OMC, Genève, Comité sur les obstacles techniques au commerce

18 octobre, OMC, Genève, Organe de règlement des différends

6 novembre, OMC, Genève, Groupe de négociations sur l'accès aux marchés

7 novembre, OMC, Genève, Réunion du sous-comité des PMA

11 novembre, OMC, Genève, Organe de Règlement des Différends

12 novembre, OMC, Genève, Comité des accords commerciaux régionaux

Pour plus de renseignements, contactez Andreas Dally.
Email : Andres.Dally@evlka.de.

Evènements d'ailleurs

18, 19, 20 octobre 2002, Dakar, Sénégal: **Réunion de consultation du forum ACP de la société civile sur le projet EUFORIC de partage de l'information sur internet**, organise par Euforic, ECDPM, Enda, Eurostep. Contact: Mme Bibiane Mbaye, Enda syspro 2, 73 rue Carnot, Dakar, Senegal tel. 00 221 821 70 37, e-mail: enda@enda.sn

22-26 octobre, Bonn, Allemagne : **1^{ère} session du Groupe de travail ad-hoc sur l'Accès et le Partage des Bénéfices**. Pour plus d'informations, contactez le Secrétariat de la Convention Biodiversité. Tel : +1-514-288-2220. Fax : +1-514-288-6588. Email : secretariat@biodiv.org. Internet : <http://www.biodiv.org>

28, 30 octobre 2002 Cape Town, Afrique du Sud: **5^{ème} réunion annuelle du réseau "Africa Trade Network"**. L'objectif général de cette rencontre est de procéder à un échange de vues et à l'évaluation des différents processus de négociations lancés à travers le continent africain ou ailleurs mais qui ont un enjeu pour l'Afrique: OMC, ACP/UE, NEPAD, AGOA, etc. contact: Malcolm Damon: ejnetwork@mweb.co.za

12-16 novembre, Montréal, Canada : **7^{ème} réunion du SBSTTA à la CBD**. Pour plus de renseignements, contactez le Secrétariat de la Convention Biodiversité. Tel : +1-514-288-2220. Fax : +1-514-288-6588. Email : secretariat@biodiv.org. Internet : <http://www.biodiv.org>

5-8 novembre, Caire, Egypte : **2^{ème} Conférence internationale sur les technologies pour un développement durable**. Pour plus de renseignements, consultez le site <http://www.aast.edu/mceet/>.

14-15 novembre, Sydney, Australie : **Mini-conférence ministérielle pour la préparation de la cinquième conférence ministérielle de l'OMC à Cancun au Mexique**

14-16 novembre, Loccum, Allemagne : **Forum sur la gestion de l'environnement pour la paix : les nouveaux défis et opportunités pour les affaires.**

PUBLICATIONS

En Français

ICTSD. Août 2002. Commerce international et développement durable: voix africaines et plurielles. Editions Charles Léopold Mayer. Paris

A l'heure où on entame de nouvelles négociations visant à accélérer la libéralisation des échanges, des préoccupations telles que le lien entre le commerce et la sécurité alimentaire, les droits de propriété intellectuelle et la gestion des ressources biologiques, les pêcheries, les difficultés d'accès aux marchés d'exportation et bien d'autres encore sont au cœur du débat. Les auteurs de cet ouvrage, africains pour la plupart, sont universitaires, fonctionnaires internationaux, représentants de gouvernements ou d'ONG. Ils apportent un regard pluriel et contrasté sur le défi majeur de leur continent : comment concilier les défis légitimes de croissance économique auxquels le commerce international doit contribuer, avec les exigences du développement humain et la préservation des ressources naturelles dont l'Afrique dépend encore largement dans ses échanges internationaux ?

<http://www.ictsd.org>, Pour informations E-mail : cbellmann@ictsd.ch

OXFAM. Septembre 2002. Cultiver la pauvreté : l'impact des subventions américaines au coton sur l'Afrique

Les subventions américaines sont en train de détruire les modes de subsistance en Afrique et dans d'autres pays en développement. En encourageant la surproduction et le dumping des exportations, ces subventions sont en train de faire chuter les cours mondiaux – actuellement à leurs niveaux le plus bas depuis la Dépression. Pendant que les barons du coton en Amérique s'enrichissent grâce aux transferts gouvernementaux, les agriculteurs africains sont poussés à la ruine.
http://www.oxfam.org/fr/pdf/30rapport_coton.pdf

FAO : Agriculture Mondiale, Horizon 2015 - 2030, FAO, 2002

Ce rapport présente l'évaluation la plus récente de la FAO sur les perspectives à long terme de l'alimentation, de la nutrition et de l'agriculture dans le monde. Il résume les projections et dégage les messages à l'intention des lecteurs non spécialistes. Les projections concernent l'offre et la demande des principaux produits et secteurs agricole, pêches et forêts comprises. Cette analyse sert de base à un examen plus détaillé d'autres facteurs, dont la nutrition et la sous-alimentation, et des conséquences pour le commerce mondial.

Dossier pédagogique : Aide alimentaire, de la distribution à la participation – Septembre 2002

Depuis le milieu des années 1990, de nombreuses structures d'aide alimentaire (associations et organismes publics décentralisés) innovent dans leurs pratiques et leur mode de fonctionnement. Le développement des distributions alimentaires qui a marqué les années 1980 pour répondre à l'augmentation de la demande, a en effet trouvé ses limites face à la diversification des publics, de leurs situations, leurs attentes, et face au phénomène structurel et complexe de la précarité et de l'exclusion.

http://www.solagral.org/publications/pedago/aide_alim_2002/indexbis.htm

Dossier pédagogique : les chantiers du développement durable – Août 2002

Depuis le sommet de la Terre, à Rio en 1992, de nombreux acteurs publics, économiques et sociaux se sont engagés dans la voie du développement durable. Dix ans plus tard, malgré les progrès en matière de santé, de sensibilisation des populations et des gouvernements, les Nations unies dressent un bilan mitigé de la mise en œuvre des engagements. L'heure est venue de mettre en pratique les discours, en engageant des stratégies concrètes de transition vers le développement durable.

http://www.solagral.org/publications/pedago/developtdurable_2002/intro.htm

La gouvernance pour le développement durable: Étude de cinq pays de l'OCDE (à paraître en décembre 2002)

Cette publication présente cinq expériences menées par les pouvoirs publics en vue de promouvoir le développement durable au Canada, en Allemagne, au Japon, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Ces pays ont été sélectionnés sur la base de leur diversité en terme de taille et de conditions naturelles. Ils présentent également une variété de conditions économiques, environnementales et culturelles. Les cinq études présentent une illustration des efforts spécifiques qui visent à l'adaptation des modalités de la gouvernance en matière institutionnelle et de prise de décision, afin de mieux répondre à l'enjeu du développement durable. Les études de cas sont introduites par une section analytique, qui met principalement l'accent sur la façon dont les différents niveaux d'administration pourraient développer des approches intégrées de la prise de décision, permettre une participation effective de la société civile, et améliorer la capacité des pouvoirs publics à « adopter une perspective à plus long terme » - c'est à dire à définir des politiques qui puissent rester durables à un horizon plus lointain.

<http://oecdpublications.gfi-nb.com/cgi-bin/oecdbookshop.storefront>

FAO : Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2002, (La)

La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2002" est le rapport annuel de la FAO sur les nouvelles tendances et les problèmes courants de l'agriculture mondiale. Il examine la situation agricole dans le monde et l'environnement économique global dans lequel s'inscrit aujourd'hui l'agriculture mondiale, et propose cette année un tour d'horizon du déroulement des négociations sur le commerce international des produits agricoles à la suite du lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales de l'Organisation mondiale du commerce. Le rapport offre un aperçu, par région, de la situation actuelle de l'agriculture dans le monde, développé et en développement, avec une analyse des problèmes qui touchent actuellement l'agriculture dans les différentes régions.

<http://www.fao.org/icatalog/inter-f.htm>

Banque Mondiale. Rapport 2003 sur le développement du monde: Développement durable dans une économie dynamique, Oxford University Press, New York, Août 2002.

Ce rapport de développement du monde approfondit la compréhension de la dynamique des économies et des politiques qui permettront à des individus et à des communautés de contrôler mieux être humain et social.

OMC. Juin 2002. Rapport annuel 2002 sur les statistiques du commerce international, OMC, Genève. Ce rapport contient des statistiques récentes sur le commerce international en 2001 et donne un aperçu des tendances pour l'année 2002.

En anglais

Action Aid. August 2002. Farmgate: the development impact of agricultural subsidies. Action Aid. London

Anderson, Kym. March 2002. Peculiarities of Retaliation in WTO Dispute Settlement. Adelaide University. Adelaide Books. London

Commission on Intellectual Property Rights. September 2002. Integrating Intellectual Property Rights and Development Policy. Commission on Intellectual Property Rights. London

Holliday, Charles O.; Schmidheiny, Stephan and Watts, Philip. August 2002. Walking the Talk: The Business Case for Sustainable Development. Greenleaf Publishing. Sheffield

Markandya, Anil and Halsnaes, Kirsten. September 2002. Climate Change and Sustainable Development. Earthscan. London

Rafi Khan, Shanrukh (ed.). September 2002. Trade and Environment – Difficult Policy Choices at the Interface. Zed

Sánchez Arnau, Juan Carlos. August 2002. The Generalised System of Preferences and the World Trade Organisation. Cameron May. London

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)